



RAPPORT DES RESULTATS 2015

PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DANS LE DISTRICT DE LA TSHOPO (PRODAT)



ACRONYMES.....	4
1 APERÇU DE L'INTERVENTION.....	5
1.1 FICHE D'INTERVENTION.....	5
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE.....	6
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE	6
1.3.1 <i>Pertinence</i>	6
1.3.2 <i>Efficacité</i>	6
1.3.3 <i>Efficiéce</i>	7
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i>	7
1.4 CONCLUSIONS	7
2 MONITORING DES RESULTATS.....	8
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE.....	8
2.1.1 <i>Contexte général</i>	8
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	8
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	9
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	9
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME	9
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	9
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	12
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	12
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	12
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	12
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	13
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	13
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	14
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	14
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	15
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	15
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	15
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	15
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	16
2.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	16
2.6 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4.....	16
2.6.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	16
2.6.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	17
2.6.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
2.7 THEMES TRANSVERSAUX.....	17
2.7.1 <i>Genre</i>	17
2.7.2 <i>Environnement</i>	17
2.7.3 <i>Autre</i>	17
2.8 GESTION DES RISQUES.....	18
3 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE.....	20
3.1 REORIENTATIONS STRATEGIQUES	20

3.2	RECOMMANDATIONS.....	20
3.3	ENSEIGNEMENTS TIRES.....	20
4	ANNEXES	21
4.1	CRITERES DE QUALITE.....	21
4.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	25
4.3	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	27
4.4	APERÇU DES MoRE RESULTS	33
4.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	33
4.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	36

Acronymes

ATI	Assistant Technique International
CARG	Conseil Agricole et Rural de Gestion
CC	Cadre de Concertation
COPROSEM	Comité Provincial Semencier
CTB	Agence belge de développement
DAPP	Direction d'Analyse Prospective et de Planification
DTF	Document Technique et Financier
EDUT	Programme d'Appui à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle dans le District de la Tshopo
FED	Fond Européen de Développement
INERA	Institut National des Etudes et de la Recherche Agricole
IOV	Indicateur Objectivement Vérifiable
IPAPEL	Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage
IPDR	Inspection Provinciale du Développement Rural
M&E	Monitoring et Evaluation
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisation de Producteurs Agricoles
PAP	Programme Agricole Prioritaire
PIREDD	Projet Intégré REDD
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRODAT	Programme de Développement Agricole du District de la Tshopo
PRODET	Programme de Désenclavement du District de la Tshopo
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
REDD	Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des forêts
SENASEM	Service National des Semencier
SIM	Système d'Informations sur les Marchés
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
SQD	Semence de Qualité Déclarée
STD	Services Techniques Déconcentrés
UNIKIS	Université de Kisangani
VLIR	<i>Vlaamse Interuniversitaire Raad</i> 'Conseil interuniversitaire de la Communauté Flamande'

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Nom du projet	Programme de Développement Agricole dans le District de la Tshopo – Province Orientale – PRODAT
Code du projet	RDC 1217711
Emplacement	RD Congo – Province de la Tshopo
Budget	11 millions d'euros
Institution partenaire	Ministère de l'Agriculture et du Développement rural (national et provincial)
Date de la Convention de mise en œuvre	06 Novembre 2014 (Convention spécifique)
Durée (mois)	84 mois (CS), 60 mois (exécution)
Groupes cibles	Bénéficiaires directs : les populations (agriculteurs et autres) habitant dans les zones d'intervention. Bénéficiaires indirects : Les OPA, les cadres de concertation, les Ministères partenaires, Le centre de recherche de l'INERA de Yangambi, les centres universitaires, les ONG
Impact ¹	Les revenus des exploitations familiales dans les zones cibles du district de la Tshopo sont augmentés grâce à une relance durable de la production agricole et contribuent à la réduction de la pauvreté
Outcome	Les systèmes agraires intégrant des pratiques de gestion durable et les besoins différenciés des hommes et des femmes sont améliorés tout en assurant l'accès aux marchés
Outputs	Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la production et la productivité des exploitations familiales
	Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la valeur ajoutée des principales spéculations retenues au niveau des fonctions post-récolte
	Les acteurs publics provinciaux sont renforcés dans leurs fonctions d'appui, de suivi et de coordination du secteur agricole
	Les structures de coordination et concertation sectorielle au niveau de la Tshopo sont renforcées.

¹ L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

1.2 Exécution budgétaire

	Budget Euro	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année 2015
		2014	2015		
Total	11 000 000	43 474	876 054	10 080 472	8,38%
R1 Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la production et la productivité des exploitations familiales	4 728 440	0	275 029	4 453 411	5,82%
R 2 Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la valeur ajoutée des principales spéculations retenues au niveau des fonctions post-récolte	1 552 720	0	9 936	1 542 784	0,64%
R3 Les acteurs publics provinciaux sont renforcés dans leurs fonctions d'appui, de suivi et de coordination du secteur agricole	920 000	0	0	920 000	0%
R 4 Les structures de coordination et de concertation sectorielle au niveau de la Tshopo sont renforcées	491 300	0	0	491 300	0%
Réserve	230 547	0	0	230 547	0%
Moyens généraux	3 076 993	43 474	591 089	2 442 430	20,6%

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Le programme est pertinent ; il s'aligne sur les politiques nationales et intègre les stratégies belges d'appui au développement. Il faut dire qu'entre la formulation et le démarrage du programme, il n'y a pas eu changement majeur ni d'un côté, ni l'autre.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	Sans objet /Phase de démarrage

Ce critère de qualité n'a pas été évalué. En effet, en sa phase de démarrage, les seules actions engagées par le programme concernent les travaux de la situation de référence

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

L'efficience est exprimée sur la base des travaux réalisés dans le cadre de l'étude de base. Les ressources mobilisées (ressources humaines, matérielles, financières) dans le cadre de l'étude de base ont été bien gérées. Les études de base ont fourni des informations utiles pour la situation de référence, l'élaboration des stratégies opérationnelles et d'un dispositif de mise en œuvre adaptés.

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	Sans objet /Phase de démarrage

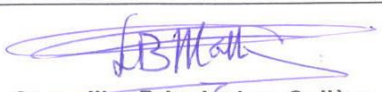
Ce critère n'a pas été évalué. Le projet est en phase de démarrage. On ne peut appréhender les chances de durabilité du projet à partir des études de base.

1.4 Conclusions

L'année 2015 a été consacrée à la préparation de la phase opérationnelle à travers les études de base, l'élaboration des stratégies opérationnelles et le réajustement du dispositif opérationnel.

Ci-dessous, sont repris les principaux éléments clés de l'année 2015:

• Programme en phase de démarrage
• Etudes de base en cours de finalisation
• Réalisation d'actions test en partenariat avec une OP identifiée dans le DTF
• Elaboration des premières stratégies opérationnelles et du plan d'action
• Réajustement du dispositif opérationnel et préparation du déploiement sur le terrain

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
Professeur LUTUHA BAKOKOLA	Amadou DIALLO
 Conseiller Principal au Collège Agriculture et Développement Rural et Président de la SMCL	 ATI/Responsable PRODAT

2 Monitoring des résultats²

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

Le PRODAT a démarré ses activités fin mars 2015.

Le 28 février 2015, une loi créait de nouvelles provinces en RD Congo, dont la Province de la Tshopo, en divisant géographiquement des provinces existantes (Province Orientale en ce qui concerne la Tshopo).

Des commissions provinciales ont été créées en vue d'établir les conditions d'installation des nouvelles provinces (état des lieux, actif et passif de la province démembrée, répartition entre les nouvelles provinces du patrimoine et des ressources humaines et financières). Les rapports des commissions provinciales ont été présentés début juillet.

Le 19 octobre 2015, une ordonnance a porté nomination de Commissaires spéciaux chargés d'administrer les nouvelles provinces jusqu'à l'élection de nouveaux gouverneurs. Les commissaires spéciaux administrent les provinces selon les dispositions de la loi relative à l'administration des provinces et en réfèrent au Gouvernement central.

Le contexte politico-administratif est donc un contexte de transition qui n'a pas affecté l'exécution des programmes provinciaux de la CTB dans la Tshopo. Cependant, la dissolution du gouvernement provincial a induit le report de la SMCL prévue en Novembre 2015.

La transition entre d'anciens programmes de la CTB (PAIDECO, PREPICO) et les programmes provinciaux a été trop longue aux yeux d'acteurs du secteur public qui s'attendent à des retombées directes et/ou à être considérés comme les exécutants du PRODAT.

2.1.2 Contexte institutionnel

Le contexte politique de transition n'a donc pas vraiment affecté l'exécution du programme. Le délai pour l'établissement de contact avec les nouvelles autorités provinciales, en dépit de demandes introduites par le Coordonnateur, n'a eu pour conséquence que le report, à Février 2016, de la SMCL prévue en décembre.

Conformément au DTF, le programme a pour ambition de renforcer le service public notamment dans ses tâches régaliennes mais considère aussi qu'il y a lieu de diversifier les intervenants au contact du milieu agricole afin de garantir des résultats tangibles et durables au regard des objectifs assignés. Il faut noter que l'Administration se présente régulièrement comme l'interlocuteur obligé pour exécuter les opérations programmées que ce soit en termes d'études ou d'activités concrètes. L'argumentation basée sur des besoins légaux ou réglementaires ne contribuera pas à une analyse objective des besoins du milieu paysan lesquels doivent être rencontrés.

L'ancrage institutionnel prévu est cependant approprié et le restera si le rôle fondamental de chacun est respecté.

Le suivi du programme fait l'objet de réunions techniques avec les partenaires institutionnels. Il a été prévu, dans le cadre du règlement d'ordre intérieur de la SMCL de tenir des réunions trimestrielles. Le PRODAT va au-delà et organise des réunions mensuelles avec l'IPAPL et l'IPDR, en plus de réunions de travail aussi régulières que nécessaires.

² L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

La modalité d'exécution technique du projet, à savoir le partage des responsabilités techniques entre la CTB et le partenaire, est appropriée puisqu'elle contribue à une meilleure appropriation. En cette phase de démarrage, le partenaire institutionnel et les principales parties prenantes ont activement participé à certains travaux en vue d'une meilleure compréhension et d'une plus grande appropriation (relecture du cadre logique, exercice de formulation d'une théorie du changement, choix des bassins de production et des filières prioritaires). Ils ont aussi été associés au partage des conclusions de travaux et à la relecture critique/validation des orientations stratégiques. Il est nécessaire de renforcer cette implication du partenaire (à travers les services techniques) dans le choix des actions et leur planification.

Le DTF prévoit une implication du partenaire local à certaines étapes des procédures de marché public. Cette implication n'a pu se faire en 2015. Dans les faits, les spécifications techniques des marchés de construction sont traitées par la cellule bâtiment de la coordination et les marchés importants ($\geq 20\ 000$ euros) sont traités à Kinshasa.

2.1.4 Contexte HARMO

En phase de démarrage, on ne peut encore se prononcer en termes d'impact.

En termes de dynamiques, il y a lieu de relever :

- Des interactions, naturelles au vu de la conception des programmes provinciaux CTB, avec PRODET (désenclavement des zones de production), EDUT (identification de curricula agricoles) et UCAG (harmonisation inter-provinces)
- Des concertations périodiques effectuées avec les structures liées à l'approche REDD+ / environnement : Point Focal Provincial (formalisation de partenariat envisagée : missions d'évaluation impact PRODAT, ateliers de formation / sensibilisation), PIREDD (identification de pistes de synergies/complémentarités)
- Une contribution à la formulation de nouveaux programmes : FED (en lien avec REDD+), PNUD (bonne gouvernance)
- Une recherche d'interaction avec d'autres interventions belges (VLIR/UNIKIS, ...).

2.2 Performance de l'outcome



2.2.1 Progrès des indicateurs

Un atelier a été organisé avec les parties prenantes sur la théorie du changement, la relecture du cadre logique. Au terme de cet atelier, de nouveaux indicateurs ont été proposés et certains IOV du cadre logique du DTF ont été reformulés. Toutefois, le nombre final d'indicateurs, à l'issue de ces travaux, est relativement important (63).

Il est prévu de revoir le nombre d'indicateurs à la baisse, de fixer les valeurs de référence

à partir des études disponibles et de déterminer les valeurs cibles au premier trimestre 2016. Le niveau sous résultat (entre résultats et IOV) a été ajouté. Ce point sera soumis à l'approbation de la prochaine SMCL.

Matrice de suivi extraite du DTF

• Objectif global: Les revenus des exploitations familiales dans les zones cibles du district de la Tshopo sont augmentés grâce à une relance durable de la production agricole et contribuent à la réduction de la pauvreté	
Objectif spécifique Les systèmes agraires intégrant des pratiques de gestion durable et les besoins différenciés des hommes et des femmes sont améliorés tout en assurant l'accès aux marchés	• Volume et valeur des produits commercialisés par les OPA • Accroissement des revenus des ménages agricoles • Degré de structuration des OPA • Les impacts environnementaux sont analysés et atténués • Augmentation du nombre de femmes entrepreneurs et leurs investissements • Augmentation du nombre de femmes dans les structures de concertation
Résultat 1 : Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la production et la productivité des exploitations familiales	• Taux d'adoption d'utilisation des semences et/ou boutures améliorées des filières vivrières retenues • Plans de production au niveau de l'INERA établis avec objectifs de production concertés avec le COPROSEM et les CARG • Quantité de semences produites par les agri multiplicateurs et OPA et Quantité de semences utilisée par les ménages agricoles • Dispositif semences de qualité déclarée SQD fonctionnel avec cahier de charges et objectifs quanti/qualitatifs par filière retenues • Nombre d'unités et capacités de transformation des produits agricoles fonctionnelles • Nombre de thèmes techniques novateurs introduits dans villages sélectionnés • Nombre d'hectares/ménages appliquant des technologies de gestion de la fertilité des sols • Nombre d'OPA opérationnelles sur fonctions d'appui-conseil à leurs membres et nombre d'agriculteurs qui utilisent les services d'appui-conseil disponibles • Nombre d'agronomes des secteurs formés en lien avec leurs tâches

Résultat 2 : Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la valeur ajoutée des principales spéculations retenues au niveau des fonctions post-récolte	• Volumes de produits transformés et stocké par les OPA et les privés • Volumes de produits commercialisés par les OPA et les privés • Marge de vente des principales productions (au niveau des producteurs et intermédiaires) • Amélioration des moyens d'information et de communication (information sur les prix, les marchés) • Impact de la commercialisation groupée des OPA sur la diminution des tracasseries et de l'accroissement des revenus des membres • Nombre d'OPA/groupements/privés qui disposent de matériel de transformation et de stockage et qui appliquent les règles d'une bonne gestion du matériel (genre spécifique) • Evolution de la structuration des OPA en unions locales et au niveau du district • Nombre de femmes formées à l'entrepreneuriat • Evolution des dynamiques internes et du fonctionnement des unions locales • Implication des OPA et leurs unions dans le fonctionnement et l'impact des CARG • Nombre d'OPA « structurées » selon type et qualité de services rendus aux membres
Résultat 3 : Les acteurs publics provinciaux sont renforcés dans leurs fonctions d'appui, de suivi et de coordination du secteur agricole	• Niveau de capacités des fonctionnaires • Niveau de satisfaction des usagers du secteur agricole (public, PTF et privé) aux différents niveaux • Appréciation du fonctionnement de l'IPAPEL dans la coordination sectorielle • Nombre d'expériences/bonnes pratiques • Qualité et types d'info agricole disponible au niveau de la province • Niveau de coordination et de concertation entre les PTF et le gouvernement dans la province • Fonctionnalité du système au niveau de la DAPP • L'impact de l'amélioration de l'environnement institutionnel • Actualisation du PAP et de ses indicateurs
Résultat 4 : Les structures de coordination et de concertation sectorielle au niveau de la Tshopo sont renforcées	• Nombre d'expériences/bonnes pratiques sectorielles capitalisées • Nombre de CARG fonctionnel • Qualité et types d'info agricole disponible au niveau de la province • Niveau de coordination et de concertation entre les PTF et le gouvernement dans la province • Nouvelle « feuille » de route COPROSEM établie, mise en œuvre et suivie • Pourcentage de CCP/CARG et autres comités de concertation ayant des femmes (min. 2) dans leurs instances dirigeantes (leadership) • Nombre de femmes dans les comités de gestion des OPA est augmenté

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Le projet est en phase de démarrage

2.2.3 Impact potentiel

Le projet est en phase de démarrage.

2.3 Performance de l'output 1



2.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la production et la productivité des exploitations familiales						
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
Taux d'adoption d'utilisation des semences et/ou boutures améliorées des filières vivrières retenues						
Plans de production au niveau de l'INERA établis avec objectifs de production concertés avec le COPROSEM et les CARG						
Quantité de semences produites par les agri multiplicateurs et OPA et Quantité de semences utilisée par les ménages agricoles						
Dispositif semences de qualité déclarée SQD fonctionnel avec cahier de charges et objectifs quanti/qualitatifs par filière retenues						
Nombre d'unités et capacités de transformation des produits agricoles fonctionnelles						
Nombre de thèmes techniques novateurs introduits dans villages sélectionnés						
Nombre d'hectares/ménages appliquant des technologies de gestion de la fertilité des sols						
Nombre d'OPA opérationnelles sur fonctions d'appui-conseil à leurs membres et nombre d'agriculteurs qui utilisent les services d'appui-conseil disponibles						
Nombre d'agronomes des secteurs formés en lien avec leurs tâches						

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ³	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Etudes baseline (enquête ménages ruraux, diagnostic des agris multiplicateurs, étude environnement, diagnostic des OPA, étude filière riz)		X		
2 Priorisation bassins de production et spéculations (ateliers, collecte données complémentaires)		X		
3 Tests UPDKIS (production semencière, formations agrimultiplicateurs, semis sous couvert végétal, agroforesterie, radios rurales et clubs d'écoute)		X		
4				
5				

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Les activités menées constituent des préalables (socle) à celles qui suivront pour l'atteinte de l'output :

1. Consolidation du DTF et partage interne et externe de l'approche du Programme
2. Priorités essentielles partagées.

Au titre des difficultés, on peut citer la relance des marchés, le décès de la personne récipiendaire du poste SIG/environnement

³

A :	Les activités sont en avance
B	Les activités sont dans les délais
C	Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D	Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la valeur ajoutée des principales spéculations retenues au niveau des fonctions post-récolte					
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
Volumes de produits transformés et stocké par les OPA et les privés					
Volumes de produits commercialisés par les OPA et les privés					
Marge de vente des principales productions (au niveau des producteurs et intermédiaires)					
Amélioration des moyens d'information et de communication (information sur les prix, les marchés)					
Impact de la commercialisation groupée des OPA sur la diminution des tracasseries et de l'accroissement des revenus des membres					
Nombre d'OPA/groupements/privés qui disposent de matériel de transformation et de stockage et qui appliquent les règles d'une bonne gestion du matériel (genre spécifique)					
Evolution de la structuration des OPA en unions locales et au niveau du district					
Nombre de femmes formées à l'entreprenariat					
Evolution des dynamiques internes et du fonctionnement des unions locales					
Implication des OPA et leurs unions dans le fonctionnement et l'impact des CARG					
Nombre d'OPA « structurées » selon type et qualité de services rendus aux membres					

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁴	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Etudes baseline : Diagnostic des unités de transformation de produits agricoles, Enquête ménage, Etude filière riz		B		
2				
3				
4				
5				

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Les activités menées constituent des préalables (baseline) à celles qui suivront pour l'atteinte de l'output ; elles ont aussi permis de tirer des leçons des bonnes et mauvaises pratiques.

2.5 Performance de l'output 3

2.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : Les acteurs publics provinciaux sont renforcés dans leurs fonctions d'appui, de suivi et de coordination du secteur agricole					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
Niveau de capacités des fonctionnaires					
Niveau de satisfaction des usagers du secteur agricole (public, PTF et privé) aux différents niveaux					
Appréciation du fonctionnement de l'IPAPEL dans la coordination sectorielle					
Nombre d'expériences/bonnes pratiques					
Qualité et types d'info agricole disponible au niveau de la province					
Niveau de coordination et de concertation entre les PTF et le gouvernement dans la province					
Fonctionnalité du système au niveau de la DAPP					
L'impact de l'amélioration de l'environnement institutionnel					
Actualisation du PAP et de ses indicateurs					

⁴

- A : Les activités sont en avance
- B : Les activités sont dans les délais
- C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
- D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁵	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Etudes baseline (diagnostic STD, SENASEM, INERA, enquête ménage)			C	
2				
3				
4				
5				

Les activités relatives à la situation de référence du résultat 3 n'ont pour la plupart pas été réalisées. L'expert en charge de ce résultat a été mobilisé à la fonction de Coordonnateur provincial jusqu'en septembre 15. Lesdits travaux ont été programmés pour le premier trimestre 2016. En plus de l'ATI, l'expert national en renforcement de capacité, qui prend fonction en début 2016, sera également mobilisé pour cette activité.

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Les travaux de baseline prévus en lien avec ce résultat n'ont pas été réalisés.

2.6 Performance de l'output 4

2.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4 : Les structures de coordination et concertation sectorielle au niveau de la Tshopo sont renforcées					
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
Nombre d'expériences/bonnes pratiques sectorielles capitalisées					
Nombre de CARG fonctionnel					
Qualité et types d'info agricole disponible au niveau de la province					
Niveau de coordination et de concertation entre les PTF et le gouvernement dans la province					
Nouvelle « feuille » de route COPROSEM établie, mise en œuvre et suivie					
Pourcentage de CCP/CARG et autres comités de concertation ayant des femmes (min. 2) dans leurs instances dirigeantes (leadership)					
Nombre de femmes dans les comités de gestion des OPA est augmenté					

⁵ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁶	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Etudes baseline (CARG, COPROSEM)			C	
2				
3				

Les activités relatives à la situation de référence du résultat 4 n'ont pour la plupart pas été réalisées pour les mêmes que celles évoquées pour le résultat 3. En plus de l'ATI, l'expert national en renforcement de capacité, qui prend fonction en début 2016, sera également mobilisé pour cette activité.

2.6.3 Analyse des progrès réalisés

Les travaux de Baseline prévus en lien avec ce résultat n'ont pas été réalisés.

2.7 Thèmes transversaux

2.7.1 Genre

Aucune activité n'a été réalisée sur cette thématique dans la mesure où le programme est en phase de démarrage. Le genre a été pris en compte dans le choix des filières. L'expert(e) genre est en cours de recrutement.

2.7.2 Environnement

Afin d'éviter une dégradation accrue de la forêt à travers la pratique de l'agriculture itinérante sur brûlis, la sédentarisation des ménages agricoles est recherchée (intensification par la mise à disposition de semences de qualité, introduction de techniques innovantes, sensibilisation).

Des concertations périodiques sont effectuées avec les structures liées à l'approche REDD+ : Point Focal Provincial (formalisation de partenariat envisagée : missions d'évaluation impact PRODAT, ateliers de formation / sensibilisation), PIREDD (identification de pistes de synergies/complémentarités)

2.7.3 Autre

⁶ A : Les activités sont en avance
B : Les activités sont dans les délais
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.8 Gestion des risques

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Les tracasseries persistent et démotivent les acteurs économiques	Q2 2015	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Actions spécifiques prévues dans le programme de désenclavement et à travers les CARG/CCP. Utilisation de radios communautaires	PRODAT, PRODET			En cours
Faible prise en compte du genre de façon transversale	Q2 2015	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	La participation, le ciblage, la responsabilité des femmes sont prise en compte de manière systématique	PRODAT	2016 et années suivantes		En cours
						Une formation en matière de genre pour toute l'équipe et des proches collaborateurs	PRODAT	2016 et années suivantes		En cours
						Inscription dans le règlement intérieur des OPA et du CARG du respect de la participation significative de la femme	OPA et CARG	2016 et années suivantes		En cours
						Le système M&E appliqué dans ce programme ainsi que le budget sensible au genre intègrent la dimension genre	PRODAT	2016 et années suivantes		En cours
Contexte électoral	Q2 2015	OPS	Medium	High	High Risk	Adaptation des interventions en cas de besoin	PRODAT	2016 et années suivantes		En cours
Qualité des semences	Q2 2015	OPS	Medium	High	High Risk	Renforcement du dispositif de contrôle de la SENASEM à un coût raisonnable à charge des acteurs de la filière	PRODAT	2016 et années suivantes		En cours
Accessibilité des semences au niveau des ménages	Q2 2015	OPS	High	Medium	High Risk	Stratégie semences et partage/implication des acteurs de la filière dans sa mise en œuvre	PRODAT, STD	2016 et années suivantes		En cours
Faible capacité des OPA	Q2 2015	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Actions de renforcement à différents niveaux	PRODAT	2016 et années		En cours

							suivantes		
Mauvaise gestion des équipements	Q2 2015	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Formation sur la maintenance des équipements	PRODAT	2016 et années suivantes	En cours
						Contractualisation de la mise en place des équipements avec récupération des équipements en cas de mauvaise utilisation	PRODAT	Année 2016	En cours
						Processus de mise en place des équipements selon stratégie définie	PRODAT	juin-16	En cours
Porteurs de projets post récolte/transformation opportunistes	Q2 2015	OPS	High	Medium	High Risk	Elaborer des critères de sélection pertinents d'éligibilité	PRODAT	juin-16	En cours
						Contribution des bénéficiaires	PRODAT		En cours
Restructuration lente du Ministère de l'agriculture et personnel peu opérationnel	Q2 2015	OPS	High	High	Very High Risk	Lobby auprès du Gouvernement	SMCL	2016 et années suivantes	
Attentes démesurées des STD envers le PRODAT en termes d'appui et rôle	Q3 2015	OPS	High	Medium	High Risk	<i>Validation des stratégies opérationnelles et du dispositif de mise en œuvre</i>	SMCL	févr-16	Nouveau
Fonctionnement non régulier des cadres de concertation	Q2 2015	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Diagnostic participatif	PRODAT	Mars 2016	En cours
						Appui conditionnel	PRODAT	2016 et années suivantes	En cours
Qualité des RH techniques disponibles	Q2 2015	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Support représentation	RR	2016 et années suivantes	En cours
						Support autres programmes	PRODAT	2016 et années suivantes	En cours
Risque de change	Q2 2015	FIN	Medium	Medium	Medium Risk				

3 Pilotage et apprentissage

3.1 Réorientations stratégiques

Afin de renforcer la présence du programme à proximité des groupes cibles, il est envisagé d'installer deux antennes dans chacun des territoires de Banalia et Opala. Ce qui ferait passer le nombre d'antennes de 3 (comme prévu initialement) à 5.

Dans le prolongement de cette orientation, il est aussi envisagé de doter chaque antenne de compétences en productions agricoles et en renforcement de capacités. Ces évolutions renforcent la capacité du programme à introduire des innovations sur le plan technique et à bien accompagner les organisations de producteurs agricoles.

Ces deux orientations ont rencontré l'adhésion de la mission d'appui technique de la CTB Siège en Novembre 2015.

3.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Approbation par la SMCL de la création de nouvelles antennes dans les territoires de Banalia (+1) et Opala (+1)	Resp. Technique PRODAT	SMCL de février 2016
Approbation de la décision de doter chacune des antennes de compétences en productions agricoles et en renforcement de capacités ; un de ces deux cadres jouera la fonction de coordination d'antenne	Resp. Technique PRODAT	SMCL de février 2016

3.3 Enseignements tirés

Programme en phase de démarrage.

Enseignements tirés	Public cible

4 Annexes

4.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
		X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
X...	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
X	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale		A	B	C
			X	
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		

	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale : projet au démarrage	A	B	C	D
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.			
B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.			
C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.			
D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.			
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.			
B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.			

C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale projet au démarrage	A	B	C	D

4.1 Durabilité financière/économique ?

A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?

A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?

A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.

4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?

A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
----------	---

	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

N°	Décision	Période d'identification (mm.aa)	Source*	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
1	Organiser des réunions techniques tous les 3 mois, pour un suivi rapproché du programme, surtout en cette phase de démarrage	mai-15	PV SMCL 0	Réunion technique N°1-2015 planifiées	Resp. PRODAT	Fin Juillet	1ere réunion reportée à Octobre 2015	Réalisée
				Réunion technique N°2-2015 planifiées	Resp. PRODAT	Fin octobre	Réalisée	Réalisée
				Réunion technique N°3	Resp. PRODAT	janv-16	Planifiée et date fixée	En cours
2	Redéfinir les processus pour associer des agents de la cellule provinciale des marchés publics locaux dans les processus de passation à la CTB pour un transfert de compétence et d'appliquer les clauses des DTF sur l'élaboration des marchés publics.	mai-15	PV SMCL 0	En cours de formulation	Coordination			En cours
3	Organiser les formations en faveur des agents de la cellule MP de la Province sur les procédures de passation de marchés de l'Union Européenne et de la Belgique applicables conjointement avec l'UCAG MINAGRIDER pour leur permettre d'être plus efficaces	mai-15	PV SMCL 0	En cours de formulation	Coordination			En cours
4	Tirer des leçons des programmes précédents (CTB et autres) et valoriser leurs acquis.	mai-15	PV SMCL 0	Documentation des expériences récentes /échanges avec les acteurs	Resp. PRODAT et autres ATI		Actions régulières et continues	En cours
5	Tout en respectant les grands principes définis dans le DTF, la CS et le PIC, veiller à ce que dans le choix des filières, des activités agricoles secondaires puissent être prises en compte en fonction des réalités locales	mai-15	PV SMCL 0	Atelier participatif de choix des filières prioritaires	Resp. PRODAT	Fin Juillet		Réalisée
				Interventions ponctuelles et limitées sur autres filières	Resp. PRODAT		Action continue	En cours

6	Assurer une corrélation entre les infrastructures de désenclavement, les bassins de production et les spéculations prioritaires dans ces bassins (recours à la cartographie pour la visibilité)	mai-15	PV SMCL 0	Sélection des travaux de désenclavement multimodal sur la base des bassins prioritaires sélectionnés selon un processus participatif par le PRODAT pour Banalia et Opala	Resp. PRODAT et PRODET	Fin Août	Réalisé pour Banalia et Opala Planification conjointe PRODET/PRODET	En cours
				Sélection des travaux de désenclavement multimodal sur la base des bassins prioritaires sélectionnés selon un processus participatif par le PRODAT pour Isangi	Resp. PRODAT et PRODET	Fin juin 2016		En cours

4.3 Cadre logique mis à jour

Logique d'intervention		IOV	Source de vérification
		Valeur des produits commercialisés par les OPA partenaires	Rapports IPAPPEL, IPDR Rapports PRODAT Enquêtes par échantillonnage
		Volume des productions par les ménages agricoles	
		Nombre de ménages ayant adopté au moins une pratique de gestion durable (GIFS, ...)	Rapports IPAPPEL, rapports PRODAT, enquêtes
		Accroissement des revenus des ménages agricoles	Enquêtes
		Nombre d'OPA structurées (agrément, ...)	Rapports IPDR
		Nombre d'OPA fonctionnelles/opérationnelles (services dispensés, ...)	Rapports IPDR, Rapports PRODAT, Enquêtes
		Les impacts environnementaux des pratiques agricoles sont analysés et atténués dans la zone d'intervention	Rapports PF REDD+
		Augmentation du nombre de femmes entrepreneurs et leurs investissements	
		Augmentation du nombre de femmes dans les structures de concertation	Rapports PRODAT, rapports CARG
Logique d'intervention	<i>Sous résultat</i>		
Résultat 1 : Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la production et la productivité des exploitations familiales	<i>Une offre d'intrant spécifique semences en lien avec les OPA, les institutions publiques et la recherche appliquée est développée</i>	Taux de germination semences améliorées et locales	Rapports IPAPPEL, rapport Senasem, rapports prodats
		Cout des semences améliorées et locales	Rapports IPAPPEL, rapport Senasem, rapports prodats

	Rendement semences améliorées et locales	Rapports IPAPPEL, rapport Senasem, rapports prodats
	Qualité organoleptique des variétés	Enquêtes
	Taux d'exécution des Plans de production au niveau de l'INERA établis avec objectifs de production concertés avec le COPROSEM et les CARG	INERA
	Quantité de semences produites par les agri multiplicateurs et OPA (de la zone d'intervention)	Rapports IPAPPEL, rapports PRODAT, enquêtes
	Quantité de semences utilisée par les ménages agricoles	Rapports IPAPPEL, rapports PRODAT, enquêtes
	Dispositif semences de qualité déclarée (SQD) fonctionnel avec cahier de charges et objectifs quanti/qualitatifs par filière retenues	Rapport Senasem, Rapport PRODAT
<i>Les techniques de production sont améliorées et des techniques innovantes sont introduites par le biais de la recherche participative</i>	Nombres d'itinéraires techniques améliorés et durables (par type : GIFS, ...) diffusées auprès des OP et des exploitations familiales Nombre d'exploitations familiales qui appliquent les itinéraires techniques améliorés et durables (par type : GIFS, ...)	Rapports IPAPPEL, rapports PRODAT, enquêtes
	Nombre d'hectares/ménages appliquant des technologies de gestion de la fertilité des sols	Rapports IPAPPEL, rapports PRODAT, enquêtes
	Nombre de moniteurs agricoles et d'animateurs ruraux formés en lien avec leurs tâches Nombre de moniteurs agricoles et d'animateurs ruraux qui encadrent effectivement le milieu paysan	Rapports IPAPPEL et IPDR
	Disponibilité des statistiques agricoles (cf. R3, R4)	
<i>L'accès aux outils, équipements et petits intrants appropriés valorisant le travail</i>	Nombre d'unités et capacités de transformation des produits agricoles fonctionnelles	Rapports PRODAT

	<i>des femmes est facilité</i>	Nombre de femmes dans les comités de gestion des OPA est augmenté	Rapport IPDR
		<i>Evolution du nombre d'activités "genre sensible" des OPA</i>	Rapports IPDR, rapports PRODAT
	<i>Les OPA et les prestataires de services sont accompagnés dans leurs rôles de fournitures de services d'appui conseils</i>	Nombre et type de services (plaidoyer, communication, commercialisation, formation, ...) Niveau 1, 2,3 Filières	Rapports IPDR, Rapports PRODAT, Enquêtes
Résultat 2 : Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la valeur ajoutée des principales spéculations retenues au niveau au niveau des fonctions post-récolte	<i>L'accès aux équipements et petites infrastructures de stockage et de transformation est facilité par le biais du financement</i>	Volumes de produits transformés et stockés par les OPA et les privés	Etude économique des opérations de commercialisation par les Unions Rapport sur le taux d'occupation des entrepôts
	<i>La professionnalisation de la gestion des unités de transformation /stockage et de la maintenance des investissements est accompagnée</i>	Volumes de produits transformés par les OPA et les privés appuyés par le projet	Etude économique des opérations de commercialisation par les Unions
		Volumes de produits stockés par les OPA et les privés appuyés par le projet	Rapports IPDR, rapports PRODAT
	<i>Les compétences des femmes en matière d'entrepreneuriat agricole et de leadership féminin sont renforcées</i>	Volumes de produits commercialisés par les OPA et les privés appuyés par le projet	Rapports IPDR, rapports PRODAT
		Nombre de femmes formées à l'entrepreneuriat	Rapports PRODAT
	<i>Un dispositif performant d'information sur les prix, les marchés et les statistiques à l'échelon des zones prioritaires est mis en place et fonctionne</i>	SIM Fonctionnel	Bulletin et émission radio, consultation des prix

	<i>Les capacités des OPA et de leurs faïtières dans la commercialisation sont améliorées</i>	Impact de la commercialisation groupée des OPA sur la diminution des tracasseries (à reformuler)	Etude économique des opérations de commercialisation par les Unions
		Impact de la commercialisation groupée des OPA sur l'accroissement des revenus des membres	Etude économique des opérations de commercialisation par les Unions
	<i>Le processus de structuration des OPA, de leurs unions, faïtières et leur capacité à participer aux structures de concertation sont appuyés</i>	Volumes de produits commercialisés par les OPA et les privés	Rapports IPDR, rapports PRODAT
		Marge de vente des principales productions (au niveau des producteurs et intermédiaires)	Etude économique des opérations de commercialisation des OPA
		<i>Nombre d'OPA appliquant les règles de bonne gestion unités de transformation (genre spécifique)</i>	Statistique désagrégées hommes et femmes
		<i>Nombre d'OPA appliquant les règles de bonne gestion de magasins de stockage (genre spécifique)</i>	Statistique désagrégées hommes et femmes
		<i>Volumes d'activités des magasins de stockage : nombre de clients, quantités stockées par saison, an</i>	Statistique désagrégées hommes et femmes
		Nombre d'unions (nouvelles et anciennes) fonctionnelles	Rapport des unions d'OPA ainsi que les PV des réunions des CARG
		Evolution du Membership des OPA, cotisation, participation	Rapport des unions d'OPA ainsi que les PV des réunions des CARG
		Nombre d'OPA actives dans les CARG	Rapport des unions d'OPA ainsi que les PV des réunions des CARG

		Nombre d'OPA fonctionnelles dans les CARG	Rapport CARG
Résultat 3 : Les acteurs publics provinciaux sont renforcés dans leurs fonctions d'appui, de suivi et de coordination du secteur agricole	<i>La collecte et l'échange d'informations sur les interventions dans le secteur agricole sont améliorés</i>	Degré de fiabilité des statistiques agricoles	Rapport d'exécution, rapport statistique
		Nombre d'outils de collecte d'information mis en place et utilisés à chaque niveau	Rapport IPAPEL
		Critères d'appréciation du fonctionnement de la DAPP définis et mis à jour mensuellement	IPAPEL
	<i>La capitalisation des expériences des différents acteurs du secteur agricole et leur partage sont appuyés et facilités</i>	Nombre d'expériences/bonnes pratiques capitalisées et diffusées	Rapport spécifique IPAPEL
	<i>L'harmonisation des approches des différents acteurs du secteur agricole est stimulée</i>	Critères d'appréciation du fonctionnement de l'IPAPEL définis et mis à jour périodiquement Existence et exécution planification opérationnelle et financière	IPAPEL
		Nombre d'accords en lien avec le secteur agricole signés entre les PTF et le gouvernement provincial	MINAGRI Provincial
	<i>Les services clés de l'agriculture sont renforcés dans leur rôle de fournitures de services d'information, d'appui-conseil et de suivi des politiques provinciales</i>	<i>Nombre de fonctionnaires capacités</i> <i>Performance en termes d'information, d'appui-conseil et de suivi</i>	Rapport IPAPEL
		<i>degré de fiabilité des statistiques agricoles</i>	
		<i>Nombre d'outils de collecte d'information mis en place</i>	IPAPEL
		Pourcentage des usagers du secteur agricole satisfaits	Enquêtes
		Nombre d'atelier de revue du PAP et de ses indicateurs organisés (cf. Gouv. Prov.)	MINAGRI/IPAPEL
		Niveau d'équipement de l'institution	Rapport Ipapel, rapports Prodat

	<i>Le SENASEM et l'INERA sont appuyés spécifiquement en lien avec les services et produits attendus au niveau semencier</i>	<i>Nombre de fonctionnaires capacités Performance en termes de produits et services</i>	Rapport des structures concernées
Résultat 4 : Les structures de coordination et de concertation sectorielle au niveau de la Tshopo sont renforcées	<i>Les CCP/CARG aux niveaux de la province, des territoires et des secteurs sont appuyés (renforcés)</i>	Nombre de CARG fonctionnels selon niveau (P, T, S, G)	Rapports CARG, rapports PRODAT
		Pourcentage de CCP/CARG et autres comités de concertation ayant des femmes (min. 2) dans leurs instances dirigeantes (leadership)	Rapport d'exécution
	<i>Le renforcement des partenariats intersectoriels et interinstitutionnels est appuyé (facilité)</i>	Niveau de coordination et de concertation entre les PTF et le gouvernement dans la province	Rapport d'exécution du PRODAT
		Nombre d'expériences/bonnes pratiques sectorielles capitalisées	Rapport IPAPPEL
		Qualité et types d'info agricole disponible au niveau de la province	Rapport IPAPEL, rapports SIM
		Diffusion des thèmes de vulgarisation (techniques, informations critiques, ...) à travers les CC	Rapports CARG, Rapport Coprosem, rapport PF REDD
		Nouvelle « feuille » de route COPROSEM établie, mise en œuvre et suivie	Rapport Coprosem

4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Oui
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Non
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	mm/aaaa (estimation)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	mm/aaaa (estimation)
Missions de backstopping depuis le 20 mars 2015	Novembre 2015

4.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Financial Planning of RDC1217711												
Project Title : Programme de Développement Agricole dans le District de la Tshopo												
Fin Plan Version: 2016Q1 Budget Version: C01 Donor: DGD Currency: EUR												
Amounts in 1000 EUR												
Status	Fin Mode	Budget	TY-1	Balance	2016				Total	2017 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.
Q1	Q2	Q3	Q4									
A LES OPA ET OPERATEURS PRIVES												
01 Etude socio-économique sur les		30,00	38,06	-8,06	9,00	8,00	0,00	0,00	17,00	0,00	-25,06	184%
01 Etude socio-économique sur les	REGIE	30,00	38,06	-8,06	9,00	8,00	0,00	0,00	17,00	0,00	-25,06	184%
02 Développer une offre d'intrant		1.195,72	27,31	1.168,41	42,17	18,91	177,17	41,79	280,04	813,14	75,23	94%
01 Appuyer les OPA à planifier	REGIE	50,00	0,44	49,56	2,50	0,00	6,00	0,00	8,50	37,50	3,56	93%
02 Appuyer les OPA dans la	REGIE	50,00	7,25	42,75	0,00	2,50	0,00	6,00	8,50	37,50	-3,25	107%
03 Equipement des OPA en	REGIE	100,00	0,00	100,00	0,00	2,00	6,00	12,00	20,00	80,00	0,00	100%
04 Production et conservation de	REGIE	450,00	2,08	447,92	0,00	4,24	55,12	4,24	63,60	334,99	49,33	89%
05 Appui au contrôle de qualité des	REGIE	120,00	6,02	113,98	13,50	0,00	45,00	0,00	59,50	50,00	4,48	96%
06 Appui à la production de	REGIE	100,00	1,71	98,29	16,00	0,00	42,00	0,00	58,00	36,00	4,29	96%
07 Appui spécifique au	REGIE	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	9,00	3,00	12,00	79,50	8,50	92%
08 Appui aux spéculations	REGIE	48,00	0,00	48,00	0,00	0,00	2,88	2,88	5,76	42,24	0,00	100%
09 Assistance technique	REGIE	75,00	2,64	72,36	3,75	3,75	3,75	7,25	18,50	48,00	5,86	92%
10 Expert national semences	REGIE	102,72	7,17	95,55	6,42	6,42	6,42	6,42	25,68	67,41	2,46	98%
03 Amélioration des techniques de		1.602,00	19,01	1.582,99	50,70	63,07	172,40	78,27	364,44	1.216,81	1,74	100%
01 Convention de coopération avec	REGIE	320,00	0,00	320,00	4,00	12,00	19,20	19,20	54,40	265,64	-0,04	100%
02 Renforcement du dispositif	REGIE	150,00	8,53	141,47	0,00	10,00	10,00	10,00	30,00	114,96	-3,49	102%
03 Développement de champs	REGIE	450,00	0,00	450,00	0,00	30,00	28,00	38,00	96,00	354,00	0,00	100%
04 Développement décentralisée de	REGIE	72,00	5,39	66,61	13,50	0,00	36,00	0,00	49,50	17,75	-0,64	101%
05 Frais d'aménagement spécifique	REGIE	360,00	5,09	354,91	30,20	0,00	79,20	0,00	109,40	244,60	0,91	100%
06 Suivi des systèmes agraires et	REGIE	250,00	0,00	250,00	3,00	11,07	0,00	11,07	25,14	219,86	5,00	98%
04 Accompagner les OPA et les		832,72	30,28	802,44	21,01	57,55	52,52	45,57	176,65	574,20	51,60	94%
	REGIE	11.000,00	919,51	10.080,49	418,54	692,42	802,52	605,22	2.518,71	7.274,52	287,26	97%
	COGEST											
	TOTAL	11.000,00	919,51	10.080,49	418,54	692,42	802,52	605,22	2.518,71	7.274,52	287,26	97%



Financial Planning of RDC1217711 Printed on vrijdag 22 januari 2016

page: 1

Financial Planning of RDC1217711

Project Title : Programme de Développement Agricole dans le District de la Tshopo

Fin Plan Version: 2016Q1
Budget Version: C01
Donor: DGD
Currency: EUR

Amounts in 1000 EUR

Amounts in 1000 EUR				2016						2017 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.
Status	Fin Mode Budget	T1Y-1	Balance	Q1	Q2	Q3	Q4	Total				
01 Accompagner les OPA dans	REGIE	100,00	13,38	86,62	7,09	15,13	7,50	15,75	45,47	2,70	38,45	62%
02 Renforcement des capacités des	REGIE	150,00	0,00	150,00	1,50	6,00	3,60	14,40	25,50	124,50	0,00	100%
03 Formation décentralisée des	REGIE	100,00	0,00	100,00	0,00	15,00	0,00	0,00	15,00	85,00	0,00	100%
04 Formation en technique de	REGIE	50,00	0,00	50,00	0,00	0,00	10,00	0,00	10,00	35,00	5,00	90%
05 Fonctionnement et émission de	REGIE	130,00	10,76	119,24	1,00	10,00	20,00	0,00	31,00	84,77	3,47	97%
06 Réseau de smartphones et	REGIE	200,00	0,00	200,00	5,00	5,00	5,00	9,00	24,00	176,00	0,00	100%
07 Expert communication interne et	REGIE	102,72	6,14	96,58	6,42	6,42	6,42	6,42	25,68	66,23	4,67	95%
05 Accès à des outils, équipements		1.068,00	160,35	907,65	45,00	45,00	75,00	45,00	210,00	704,64	-6,99	101%
01 Développement de coopérative	REGIE	60,00	0,00	60,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60,00	0,00	100%
02 Aménagement spécifique du	REGIE	120,00	0,00	120,00	0,00	0,00	15,00	0,00	15,00	105,00	0,00	100%
03 Appui au petit élevage	REGIE	120,00	0,00	120,00	0,00	0,00	15,00	0,00	15,00	105,00	0,00	100%
04 Matériel de collecte et de	REGIE	48,00	0,00	48,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48,00	0,00	100%
05 Expert international agronome	REGIE	720,00	160,35	559,65	45,00	45,00	45,00	45,00	180,00	366,64	-6,99	101%
B Les OPA ET OPERATEURS PRIVES		1.552,72	9,94	1.542,78	24,92	36,92	54,92	193,32	310,08	1.208,76	23,94	98%
01 Financer des équipements et de		900,00	3,28	896,72	8,00	12,50	0,00	143,00	163,50	720,04	13,18	99%
01 Etude de rentabilité des	REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
02 Etude de marché sur les	REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
03 Equipement de transformation	REGIE	225,00	3,09	221,91	2,50	10,50	0,00	43,00	56,00	149,04	16,87	93%
04 Construction d'entrepôts et	REGIE	675,00	0,19	674,81	5,50	2,00	0,00	100,00	107,50	571,00	-3,69	101%
02 Encadrement et		272,72	6,66	266,06	6,42	6,42	20,42	29,92	63,18	197,12	5,76	98%
01 Formations techniques	REGIE	50,00	0,00	50,00	0,00	0,00	5,00	5,00	10,00	34,00	6,00	88%
02 Enveloppe pour maintenance	REGIE	20,00	0,00	20,00	0,00	0,00	3,00	4,50	7,50	12,50	0,00	100%
	REGIE	11.000,00	919,51	10.080,49	418,54	692,42	802,52	605,22	2.518,71	7.274,52	287,26	97%
	COGEST											
TOTAL		11.000,00	919,51	10.080,49	418,54	692,42	802,52	605,22	2.518,71	7.274,52	287,26	97%



Financial Planning of RDC1217711 Printed on vrijdag 22 januari 2016

page: 2

Financial Planning of RDC1217711

Project Title : Programme de Développement Agricole dans le District de la Tshopo

Fin Plan Version: 2016Q1
Budget Version: C01
Donor: DGD
Currency: EUR

Amounts in 1000 EUR

Amounts in 1000 EUR				2016					2017 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.	
Status	Fin Mode Budget	T1Y-1	Balance	Q1	Q2	Q3	Q4	Total				
03 Assistance technique montage	REGIE	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	6,00	14,00	20,00	80,00	0,00	100%
04 Expert national post-récolte	REGIE	102,72	6,66	96,06	6,42	6,42	6,42	6,42	25,68	70,62	-0,24	100%
03 Renforcer les compétences des		65,00	0,00	65,00	4,00	0,00	5,00	9,00	18,00	47,00	0,00	100%
01 Formations spécifiques	REGIE	50,00	0,00	50,00	4,00	0,00	5,00	4,00	13,00	37,00	0,00	100%
02 Vistes d'échanges inter-	REGIE	15,00	0,00	15,00	0,00	0,00	0,00	5,00	5,00	10,00	0,00	100%
04 Mettre en place un dispositif		60,00	0,00	60,00	0,00	10,00	12,50	5,40	27,90	32,10	0,00	100%
01 Equipement du réseau	REGIE	20,00	0,00	20,00	0,00	5,00	10,00	1,40	16,40	3,60	0,00	100%
02 Appui au fonctionnement du	REGIE	40,00	0,00	40,00	0,00	5,00	2,50	4,00	11,50	28,50	0,00	100%
05 Améliorer les capacités des OPA		80,00	0,00	80,00	0,00	3,00	11,50	1,50	16,00	64,00	0,00	100%
01 Appui à la commercialisation et	REGIE	40,00	0,00	40,00	0,00	3,00	7,00	0,00	10,00	30,00	0,00	100%
02 Faciliter les collaborations avec	REGIE	20,00	0,00	20,00	0,00	0,00	1,50	1,50	3,00	17,00	0,00	100%
03 Assistance technique ponctuelle	REGIE	20,00	0,00	20,00	0,00	0,00	3,00	0,00	3,00	17,00	0,00	100%
06 Appuyer un processus de		175,00	0,00	175,00	6,50	5,00	5,50	4,50	21,50	148,50	5,00	97%
01 Ateliers de formations (ateliers	REGIE	25,00	0,00	25,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00	18,00	5,00	80%
02 Atelier spécifique des sections	REGIE	50,00	0,00	50,00	2,50	3,00	1,50	0,00	7,00	43,00	0,00	100%
03 Appui au fonctionnement des	REGIE	100,00	0,00	100,00	4,00	2,00	2,00	4,50	12,50	87,50	0,00	100%
C LES ACTEURS PUBLICS		920,00	0,00	920,00	8,79	176,19	123,88	48,08	356,94	528,50	34,56	98%
01 Collecte et échange		60,00	0,00	60,00	0,00	7,50	12,50	0,00	20,00	33,00	7,00	88%
01 Collecte et échange	REGIE	60,00	0,00	60,00	0,00	7,50	12,50	0,00	20,00	33,00	7,00	88%
02 Capitalisation des expériences		60,00	0,00	60,00	0,00	2,50	13,00	0,00	15,50	40,00	4,50	93%
01 Capitalisation des expériences	REGIE	60,00	0,00	60,00	0,00	2,50	13,00	0,00	15,50	40,00	4,50	93%
03 Renforcer les services clés de		625,00	0,00	625,00	8,29	153,69	63,38	38,08	263,44	350,50	11,06	98%
	REGIE	11.000,00	919,51	10.080,49	418,54	692,42	802,52	605,22	2.518,71	7.274,52	287,26	97%
	COGEST											
TOTAL		11.000,00	919,51	10.080,49	418,54	692,42	802,52	605,22	2.518,71	7.274,52	287,26	97%



Financial Planning of RDC1217711 Printed on vrijdag 22 januari 2016

page: 3

Financial Planning of RDC1217711

Project Title : Programme de Développement Agricole dans le District de la Tshopo

Fin Plan Version: 2016Q1
Budget Version: C01
Donor: DGD
Currency: EUR

Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode Budget	T1Y-1	Balance	2016				Total	2017 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.
				Q1	Q2	Q3	Q4				
01 Equipement, motos, vélos,	REGIE	550,00	0,00	550,00	8,29	153,69	43,38	38,08	243,44	305,50	1,06 100%
02 Ateliers et formation annuel en	REGIE	50,00	0,00	50,00	0,00	0,00	10,00	0,00	10,00	30,00	10,00 80%
03 Suivi évaluation annuelle par le	REGIE	25,00	0,00	25,00	0,00	0,00	10,00	0,00	10,00	15,00	0,00 100%
04 Appuyer spécifiquement le		175,00	0,00	175,00	0,50	12,50	35,00	10,00	58,00	105,00	12,00 93%
01 Renforcement du SENASEM,	REGIE	100,00	0,00	100,00	0,00	5,00	20,00	5,00	30,00	60,00	10,00 90%
02 Renforcement de l'INERA,	REGIE	75,00	0,00	75,00	0,50	7,50	15,00	5,00	28,00	45,00	2,00 97%
D Les STRUCTURES DE		491,30	0,00	491,30	18,42	66,92	15,42	15,42	118,18	308,12	65,00 87%
01 Appuyer les CCP/CARG en		100,00	0,00	100,00	12,00	34,50	0,00	0,00	46,50	0,00	53,50 47%
01 Frais d'organisation des	REGIE	100,00	0,00	100,00	12,00	34,50	0,00	0,00	46,50	0,00	53,50 47%
02 Appuyer le renforcement des		125,00	0,00	125,00	0,00	20,50	1,50	1,50	23,50	100,00	1,50 99%
01 Moyens de transport	REGIE	100,00	0,00	100,00	0,00	20,50	1,50	1,50	23,50	75,00	1,50 99%
02 Accompagnement organisation	REGIE	25,00	0,00	25,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25,00	0,00 100%
03 Mise en place d'une cellule de		245,30	0,00	245,30	6,42	13,92	13,92	13,92	48,18	198,12	0,00 100%
01 Activité de concertation et de	REGIE	150,00	0,00	150,00	0,00	7,50	7,50	7,50	22,50	127,50	0,00 100%
02 Expert national genre	REGIE	96,30	0,00	96,30	6,42	6,42	6,42	6,42	25,68	70,62	0,00 100%
04 Etablir des liens avec les		20,00	0,00	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00	10,00 50%
01 Etablir des liens avec les	REGIE	20,00	0,00	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00	10,00 50%
T RESERVE BUDGETAIRE		230,55	0,00	230,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	230,55	0,00 100%
01 Réserve budgétaire		230,55	0,00	230,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	230,55	0,00 100%
01 Réserve budgétaire	REGIE	230,55	0,00	230,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	230,55	0,00 100%
Z MOYENS GENERAUX		3.075,99	634,56	2.442,43	198,53	217,86	131,21	137,77	685,38	1.689,61	67,24 98%
01 Ressources humaines		2.240,81	407,00	1.833,81	110,54	112,04	112,04	112,05	446,66	1.362,39	24,76 99%
	REGIE	11.000,00	919,51	10.080,49	418,54	692,42	802,52	605,22	2.518,71	7.274,52	287,26 97%
	COGEST										
TOTAL		11.000,00	919,51	10.080,49	418,54	692,42	802,52	605,22	2.518,71	7.274,52	287,26 97%



Financial Planning of RDC1217711 Printed on vrijdag 22 januari 2016

page: 4

Financial Planning of RDC1217711

Project Title : Programme de Développement Agricole dans le District de la Tshopo

Fin Plan Version: 2016Q1
Budget Version: C01
Donor: DGD
Currency: EUR

Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode Budget	T1Y-1	Balance	2016				Total	2017 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.
				Q1	Q2	Q3	Q4				
01 Personnel International (ATI)	REGIE	1.530,00	344,59	1.185,41	75,00	76,50	76,50	76,50	304,50	888,33	-7,42 100%
02 Equipe technique Nationale	REGIE	220,86	10,65	210,21	11,04	11,04	11,04	11,04	44,17	158,08	7,96 96%
03 Equipe nationale administrative	REGIE	296,75	51,62	245,13	14,84	14,84	14,84	14,85	59,35	188,70	-2,92 101%
04 Equipe nationale administrative	REGIE	193,20	0,14	193,06	9,66	9,66	9,66	9,66	38,64	127,28	27,14 86%
02 Investissements		340,35	157,04	183,31	61,27	56,60	2,45	0,00	120,32	6,00	56,99 83%
01 Véhicules	REGIE	143,10	97,87	45,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45,23 68%
02 Motos et vélos	REGIE	19,75	17,74	2,01	0,00	0,00	2,45	0,00	2,45	0,00	-0,44 102%
03 Equipement et matériel	REGIE	60,83	38,85	21,98	7,50	0,00	0,00	0,00	7,50	6,00	8,48 86%
04 Aménagement, Réhabilitation	REGIE	116,67	2,58	114,09	53,77	56,60	0,00	0,00	110,37	0,00	3,72 97%
03 Fonctionnement		355,83	52,06	303,77	16,73	19,23	16,73	18,23	70,90	237,98	-5,11 101%
01 Frais de fonctionnement des	REGIE	160,00	10,27	149,73	7,50	7,50	7,50	7,50	30,00	116,58	3,15 98%
02 Frais de fonctionnement	REGIE	37,50	26,13	11,37	1,88	1,88	1,88	1,88	7,50	16,16	-12,29 133%
03 Frais de fonctionnement	REGIE	80,00	0,00	80,00	4,05	4,05	4,05	4,05	16,20	60,80	3,00 96%
04 Organisation des SMCL	REGIE	8,33	1,96	6,37	0,00	0,00	0,00	1,50	1,50	1,83	3,04 64%
05 Frais de mission	REGIE	60,00	11,63	48,37	3,00	3,00	3,00	3,00	12,00	40,00	-3,63 106%
06 Frais de formation (M&E,	REGIE	5,00	1,58	3,42	0,00	2,50	0,00	0,00	2,50	0,00	0,92 82%
07 Frais Bancaires	REGIE	5,00	0,49	4,51	0,30	0,30	0,30	0,30	1,20	2,62	0,69 86%
04 Audit suivi et évaluation		140,00	18,46	121,54	10,00	30,00	0,00	7,50	47,50	83,44	-9,40 107%
01 Audit	REGIE	30,00	0,00	30,00	0,00	10,00	0,00	0,00	10,00	20,00	0,00 100%
02 Evaluation finale + MTR	REGIE	30,00	0,00	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30,00	0,00 100%
03 Etude baseline	REGIE	30,00	2,76	27,24	5,00	0,00	0,00	0,00	5,00	0,00	22,24 26%
04 Suivi et backstopping	REGIE	25,00	15,70	9,30	0,00	20,00	0,00	7,50	27,50	18,44	-36,64 247%
	REGIE	11.000,00	919,51	10.080,49	418,54	692,42	802,52	605,22	2.518,71	7.274,52	287,26 97%
	COGEST										
TOTAL		11.000,00	919,51	10.080,49	418,54	692,42	802,52	605,22	2.518,71	7.274,52	287,26 97%



Financial Planning of RDC1217711 Printed on vrijdag 22 januari 2016

page: 5

Financial Planning of RDC1217711

Project Title : Programme de Développement Agricole dans le District de la Tshopo

Fin Plan Version: 2016Q1

Budget Version: C01

Donor: DGD

Currency: EUR

Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode	Budget	TTY-1	Balance	2016					2017 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.
					Q1	Q2	Q3	Q4	Total			
05 Ateliers (démarrage, échanges)	REGIE	25,00	0,00	25,00	5,00	0,00	0,00	0,00	5,00	15,00	5,00	80%
99 Conversion rate adjustment												

REGIE	11.000,00	919,51	10.080,49	418,54	692,42	802,52	605,22	2.518,71	7.274,52	287,26	97%
COGEST											
TOTAL	11.000,00	919,51	10.080,49	418,54	692,42	802,52	605,22	2.518,71	7.274,52	287,26	97%

Financial Planning of RDC1217711 Printed on vrijdag 22 januari 2016

page: 6